



ARRÊTÉ DU MAIRE AT 233/23

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR RÉPARATION D'UNE FUITE D'EAU, 50 AV. MONTPLAISIR

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller départemental,

VU les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants.

CONSIDÉRANT la demande en date du mardi 3 octobre 2023 du service de l'eau de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois pour la réparation d'une fuite d'eau au n°50 avenue de Montplaisir à Saint-Juéry.

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ces travaux.

- ARRÊTE -

Article 1 : Le service de l'eau est autorisé à interdire la circulation et le stationnement afin de réaliser les travaux énoncés dans sa demande **du mardi 3 octobre 2023, à savoir, la réalisation d'une fouille puis la réparation d'une canalisation d'eau potable le mardi 10 octobre 2023 de 8h00 à 17h00.**

Article 2 : Une zone de travaux sera mise en place. Le stationnement et la circulation seront interdits dans cette rue au droit du chantier lors des travaux.

Le présent arrêté sera affiché sur la signalisation de manière parfaitement visible.

Article 3 : Un rétrécissement de la chaussée sera mis en place avec création d'un alternat avec feux

Article 4 : Les véhicules de l'entreprise sont autorisés au droit de chantier avec empiètement sur la chaussée.

Article 5 : La circulation piétonne sera renvoyée en face.

Article 6 : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

Article 7 : Sécurité et signalisation de chantier

Le demandeur devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes :

- Il aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie.

Article 8 : Responsabilité

Son titulaire est responsable des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 11 : Le Directeur Général des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 3 octobre 2023

Le Maire,
David DONNEZ

Publié le :

